



PRÉFET DE LA LOIRE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA
PROTECTION DES POPULATIONS**
Service environnement et prévention des risques
Immeuble "le Continental"
10 rue Claudius Buard CS 40272
42014 SAINT ETIENNE CEDEX 2

ARRETE N° 582/DDPP/2015 **portant mise en demeure**

Le préfet de la Loire

VU le Titre VII du Livre Ier du Code de l'Environnement relatif aux dispositions communes aux contrôles et aux sanctions et notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2007/0393 du 10 juillet 2007 modifié réglementant les activités exercées par la société NESTLE PURINA PETCARE sur le territoire de la commune de VEAUCHE, Zac de l'Orme- les Sources ;

VU le courrier de la communauté d'agglomération de Saint Etienne Métropole du 4 novembre 2015 signalant à l'inspection des rejets non conformes dans le réseau ;

VU les nuisances créées par le dysfonctionnement de l'outil en septembre 2014 ayant conduit à l'évacuation de l'établissement Maintien à domicile du Forez, 18 rue clément ADER à Andrézieux-Bouthéon ;

VU les plaintes liées à de mauvaises odeurs provenant du secteur du poste de relevage des eaux usées industrielles parvenues à la mairie d'Andrézieux-Bouthéon le 15 avril 2015 ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 19 juin 2015, établi à la suite d'une visite d'inspection du 19 mai 2015, constatant la fébrilité de l'outil de pré-traitement ;

CONSIDERANT que certaines dispositions prévues à l'article 4.3.3 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2007 susvisé modifié par l'article 1 de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 27 novembre 2007 ne sont pas respectées ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Loire ;

ARRETE

ARTICLE 1er : La société NESTLE PURINA PETCARE, sise Zac de l'Orme- les Sources sur la commune de VEAUCHE (42340), est mise en demeure de présenter un diagnostic des installations de pré traitement permettant de respecter les prescriptions émises à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2007/0903 du 27 novembre 2007 modifié dans un délai de 6 mois à compter de la date de signature du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 : En application de l'article L 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Monsieur le secrétaire général de la Préfecture, Madame la directrice départementale de la protection des populations chargée de l'inspection des installations classées et Madame le maire de VEAUCHE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le **15 DEC. 2015**

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire-Général

Gérard LACROIX

copie adressée à :

- Société NESTLE PURINA PETCARE
- ZAC DE L'ORME- les Sources
- 42340 VEAUCHE
- Sous-Préfecture de Montbrison
- Madame le maire de VEAUCHE
- Inspection des installations classées
- Archives
- Chrono